



# La grande mutation de la production porcine en France

Michel Rieu (\*)

## Trois décennies de compétition

### Les contraintes du marché

Le Marché Commun agricole se constitue au début des années 60, avec l'ouverture des frontières et le démantèlement progressif des barrières douanières entre les états. La CEE devient le cadre du marché et s'élargit à plusieurs reprises : 6 pays, puis 9 en 1973, 10 en 1980, 12 en 1986, intégration de l'ancienne RDA en 1990. En 1993, la CEE est devenue l'Union Européenne (libre circulation des marchandises et des capitaux), qui compte 15 membres depuis 1995.

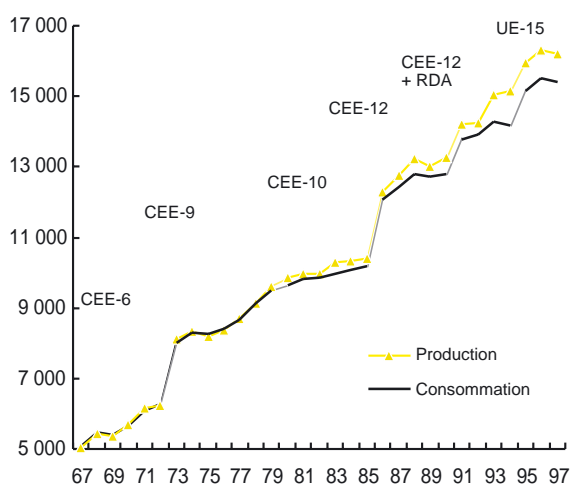
Le marché du porc, par l'usage de la réglementation qu'a fait la CEE, a toujours été géré selon un mode libéral, sans grande protection. Le budget de soutien du

marché du porc est resté faible, moins de 1 % des dépenses de soutien agricole, alors que le porc représente 10 % de la production agricole totale. Les prix fluctuent selon l'offre et la demande, générant le cycle du porc (Mainsant et Vigne, 1984). Le cycle perd de sa régularité et voit ses amplitudes s'accroître, car la spécialisation des éleveurs rend les ajustements plus difficiles, mais continue d'exister.

Durant de nombreuses années, dans la CEE, la production et la consommation de porc sont restées très voisines (Graphique 1). Depuis 1980, cependant, les exportations vers les pays tiers se sont développées, donnant à la production une marge de progression. Chacun des pays peut présenter un excédent ou

un déficit important (Graphique 2, pour la France). Des états membres se sont spécialisés en production porcine, générant des échanges internes conséquents, près du quart de la production. Ils sont encore plus

**Graphique 1**  
Production et consommation de porc dans la Communauté européenne (1000 tec/an)

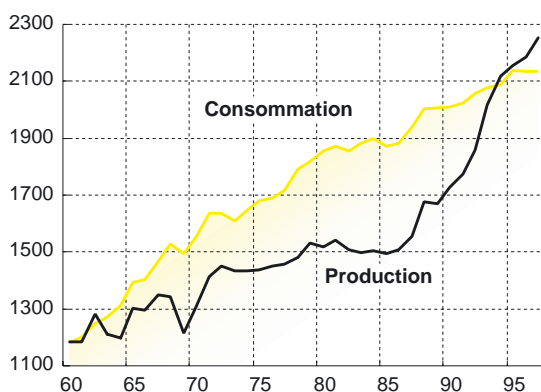


Source EUROSTAT - Estimations et prévisions pour 1996 et 1997

(\*) Cet article est tiré d'une communication présentée au Journées de la Recherche Porcine en France, (3 au 5 février 1998, Paris) qui a été éditée sous forme de brochure au prix de 25 F. Informations auprès de ITP - Tél.: 01 40 04 53 75  
«Trente ans d'évolution du secteur porcin en France : De l'autarcie à la compétitivité internationale» - Fax : 01 40 04 53 77  
O. Teffène (1), M. Rieu (1), J. Dagorn (1), P. Mainsant (2), H. Marouby (1), F. Porin (2)  
(1) ITP, pôle Economie, Toulouse (31) et Le Rheu (35) et (2) INRA, LEIAA, IVRY-SUR-SEINE (94)



**Graphique 2**  
Production et consommation de porc en France  
(1000 tec/an)



Source SCEES et estimations ITP

intenses entre régions, indépendamment des frontières nationales. Du caractère libéral du marché et du nécessaire équilibre offre/demande résulte une compétition intense entre producteurs, groupes de producteurs, régions et états membres de la CEE. Le porc est aussi confronté aux autres viandes. Cette compétition pousse au progrès permanent de l'efficacité technique d'ensemble, résultat de la professionnalisation des éleveurs, de l'organisation de leurs outils, de la concentration des structures. Mais les entreprises qui ne peuvent suivre le mouvement sont éliminées.

En conséquence, le coût de production baisse en valeur réelle, ainsi que le prix perçu par les producteurs (Graphique 3). Cette baisse se répercute en partie sur les prix de détail et améliore la compétitivité des produits du porc.

En fait, ces progrès de la productivité ne sont pas seulement ceux de la production, mais de l'ensemble de la filière, à l'amont comme à l'aval de la production. La compétitivité des bassins de production résulte de celle de l'ensemble de leurs outils, jusqu'au marché des pièces.

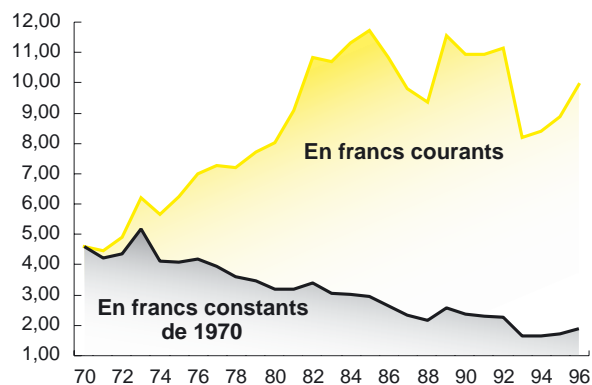
### Des choix d'orientation

L'organisation de la production porcine française, malgré cette logique libérale, a été en partie déterminée par le choix des hommes. Les aides publiques à la production porcine ont joué un rôle d'incitation, à l'investissement, à l'organisation ou à la modernisation. Mais leur montant est cependant resté sans commune mesure avec les dépenses de soutien des marchés consenties dans d'autres secteurs.

Les aides à l'investissement en production porcine ont d'ailleurs été réduites progressivement au fil du temps. Après le plan français de rationalisation, les règles communautaires sont montées en puissance et ont limité les prérogatives nationales. A partir de 1991, toutes les aides à l'extension des capacités d'élevage ont été supprimées pour les élevages de production. Les incitations publiques ont aussi joué sur d'autres registres, aides à l'appui technique et à la génétique ou au développement industriel (industrie de l'aliment, abattoirs, ...). Le développement et la modernisation des infrastructures collectives (plan routier de désenclavement de la Bretagne, ports maritimes, ...) ont contribué à la compétitivité du secteur.

Très rapidement, les acteurs de la production porcine française ont eu le souci de la qualité du produit et de son amélioration : paiement basé sur la qualité des carcasses (taux de muscle et poids), sélection prenant en compte les attentes de l'aval, pour la qualité de la viande. Les attentes qualita-

**Graphique 3**  
Prix du porc charcutier en France  
Cotation annuelle nationale CI.U (ou équivalent) - F/kg



Source : calcul ITP d'après SCEES, OFIVAL et INSEE



tives diverses des consommateurs sont de plus en plus prises en considération.

Dans l'organisation générale de la filière porcine, les éleveurs français, à l'initiative d'abord des Bretons, ont choisi d'imposer une grande transparence et des règles communes : fixation transparente du prix par le Marché au Cadran, loyauté des transactions avec le contrôle de la pesée et du classement par des organisations de producteurs comme Uniporc Ouest ou des interprofessions régionales dans lesquelles les éleveurs occupent une place importante.

A côté des acteurs économiques ont aussi été construites de multiples structures d'accompagnement, en particulier dans le domaine de la recherche et du développement.

## L'émergence d'une production rationnelle

### Un secteur atomisé et déstabilisé

Au début des années 60, la production porcine française n'est pas prête à affronter la concurrence communautaire et les importations progressent.

Le retard est structurel et technique. La production est surtout réalisée par de nombreux petits élevages, avec une part importante d'autarcie.

Naissance et engraissement sont largement séparés, y compris géographiquement. Mais si les naisseurs sont presque tous de petite taille, à côté des nombreux petits engraisseurs existent des structures industrielles d'engraissement. Certaines sont très particulières, comme les porcheries

«lactosérum» des fromageries, les porcheries «eaux grasses» à proximité des grandes agglomérations, les porcheries «fond de bateaux» près de ports qui importent des produits agricoles et alimentaires.

Sous l'effet de ces diverses contradictions, la crise de la production porcine française atteint son paroxysme à la fin des années 60.

### Le plan de rationalisation

Les Pouvoirs Publics lancent alors, en 1970, le Plan de rationalisation de la production porcine, avec pour objectif de moderniser l'appareil de production par :

- l'attribution de subventions et de prêts bonifiés pour la construction et l'aménagement de porcheries,
- l'amélioration génétique : le dispositif de «la Loi sur l'élevage» est complété et adapté au porc,
- la formation des éleveurs et des techniciens.

Au coeur du plan, un rôle important a été confié à un opérateur nouveau, le groupement de producteurs, afin de se démarquer du modèle de développement de l'aviculture de chair, dont le système d'intégration faisait l'objet de nombreuses critiques. Cette option met en avant un modèle d'éleveur de porc, agriculteur responsable, techniquement compétent, maître de ses choix, mais qui, contrairement à l'aviculteur, assume la totalité du risque de marché.

Avec cette impulsion décisive, les groupements joueront désormais un rôle considérable :

- organisation de la mise en marché, mission de base,
- point d'appui du développement,

- assistance technique directe aux éleveurs,

- engagement dans la génétique.

Des six premiers groupements en 1964, le nombre s'accroîtra plus ou moins régulièrement jusqu'au maximum de 215 en 1974, pour se réduire ensuite à partir de la fin des années 80.

Le plan de rationalisation a eu aussi un effet direct considérable sur l'appareil de production. Il a permis la constitution de la base de la population des éleveurs de porcs professionnels, en les dotant d'un outil de production correspondant aux exigences techniques du moment. Plus des trois quarts des places de truies et plus de la moitié des places d'engraissement existant en 1980 ont bénéficié des aides aux bâtiments, instituées dans ce cadre ou qui en ont dérivé.

### La mobilisation professionnelle en Bretagne

Ces dispositions nationales rencontrent très vite l'intérêt des agriculteurs bretons. Au milieu des années 60, la Bretagne détient déjà le quart du cheptel porcin français, après une croissance amorcée dans les années 50. L'intensification de l'élevage est un moyen de développer et moderniser l'agriculture. Après le temps de la volaille vient celui du porc. La Bretagne tire le meilleur parti du plan de relance, accroissant rapidement ses parts de marché et modernisant ses infrastructures.

Se mobilisant aussi collectivement, les éleveurs bretons créent le premier marché au cadran du porc en 1972 et Uniporc Bretagne en 1973, pour mieux défendre leurs intérêts dans un cadre libéral.



## Les producteurs s'engagent dans la modernisation de la filière

### La mutation de l'industrie d'abattage-découpe

En Bretagne, l'industrie d'abattage a pris du retard sur la croissance de la production, alors que cette activité a commencé à migrer des lieux de consommation vers les zones de production. Cette industrie d'abattage de porc va se développer, s'appuyant sur une dizaine d'entreprises. Ces abatteurs privés expédient de carcasses. Bien que disposant déjà des outils les plus grands, ils réalisaient alors moins de 20 % des abattages contrôlés français.

Dans la période 1975-1980, l'industrie d'abattage traverse une crise de croissance :

- besoins financiers considérables pour la croissance et la modernisation des capacités d'abattage,
- concurrence étrangère très forte, qui dispose d'une certaine avance en abattage ou découpe,
- réduction des marges par la clarification de la pesée et du classement et par le marché au Cadran.

Une grande partie des entreprises changent de mains. Les groupements de producteurs entrent en force dans le secteur. Ce n'est pas toujours un choix, mais parfois la seule possibilité de maintenir des débouchés.

Ensuite la montée en puissance de la découpe dans les abattoirs se heurte :

- au *conflit interne* entre rentabilité à court terme et développement à long terme : l'expédition

des meilleures carcasses aux découpeurs est plus rentable. Mais cette clientèle décline, alors que se développe la demande des salaisoniers spécialisés, plus exigeants.

- au *conflit externe* avec la salaison dans la définition de nouveaux standards de découpe, et surtout dans la prise en charge de leurs coûts.

### Mais la croissance est en panne

- Du milieu des années 70 au milieu des années 80, malgré les efforts déployés, la croissance d'ensemble de la production porcine française est limitée. En 1984, le déficit atteint 20 % de la consommation, comme en 1969.

Mais les disparités régionales sont énormes.

- De 1970 à 1980, la production bretonne a doublé. Ensemble, toutes les autres régions ont reculé de 20 %. Seules, Pays-de-Loire, Midi-Pyrénées, Aquitaine et Rhône-Alpes ont un peu progressé ou se sont maintenues. La Bretagne devient un fournisseur dans la plupart des autres régions, mais les importations étrangères continuent de progresser.

- De 1980 à 1985, même la Bretagne stagne. La concurrence étrangère est trop forte, belge, néerlandaise et danoise. Avec les jambons danois, se développe le marché des pièces qui va devenir le marché essentiel de la filière. Cette évolution marque une étape supplémentaire de l'exigence de qualité des salaisoniers industriels spécialisés et des

consommateurs.

La pénétration du marché français par les importateurs a été facilitée par les Montants Compensatoires Monétaires (MCM). Destinés à amortir les effets des variations des monnaies sur les prix agricoles et les échanges, justifiés sur une très courte durée de vie, ils s'installent en fait durablement (Baromètre Porc, 1978, Vigne et Vanderhaegen, 1979). Ils seront mieux contrôlés à partir de 1984, puis supprimés en 1993. Ils ont pesé sur la compétitivité des pays à monnaie faible, dont la France jusqu'au milieu des années 80.

- Au début des années 80, la production porcine des Pays-Bas continue de croître fortement. Mais la densité d'élevage suscite des inquiétudes pour l'environnement dans l'opinion publique. Pressentant l'arrivée prochaine d'une législation contraignante, les éleveurs développent leurs outils. La pression des exportateurs néerlandais est très forte.

En France même, c'est une période de forte croissance de la production de poulet, stimulée par l'exportation et qui attire beaucoup de candidats éleveurs.

## Les efforts portent leurs fruits

### L'alimentation animale réagit

- Jusqu'au milieu des années 80, les fabricants d'aliment, aux Pays-Bas et aussi en Belgique et au nord de l'Allemagne, ont une compétitivité basée sur la



diversification des formules et l'utilisation massive des substituts des céréales (PSC), face aux bassins utilisant des céréales chères. Le prix de l'aliment industriel flambe en France et en Bretagne. Il atteint un maximum en 1985.

- A partir de 1985, la gestion du marché communautaire des céréales change pour encourager leur utilisation dans la CEE et réduire les excédents. Il faut aussi limiter le budget de soutien. On passe de l'encouragement de la production aux premières tentatives de maîtrise, comme avec les quotas laitiers.
- La Bretagne fait aussi des efforts particuliers pour réduire son prix d'aliment :
  - formules plus diverses avec des PSC importés et des protéagineux européens. Les ports sont aménagés.
  - coûts de fabrication et marges sur la vente d'aliment réduits.

Modernisation et construction de grandes usines se poursuivent. La compétition commerciale se fait davantage par le prix. Les coopératives jouent un rôle majeur.

- Le prix de l'aliment baisse alors en Bretagne, plus vite que dans la plupart des autres régions françaises. Il est compétitif à l'échelle de la CEE.

### **L'abattage se rapproche du marché en développant la découpe**

Poursuivant leur effort, après avoir développé la capacité d'abattage, les abatteurs bretons et des régions voisines poursuivent la reprise de la découpe, en

la modernisant pour répondre aux exigences toujours plus élevées des clients.

La dernière dizaine d'années a connu des investissements considérables :

- nouveaux abattoirs ou extensions de capacités pour suivre le développement très fort de la production,
- ateliers de découpe et charcuterie pour pousser plus loin la transformation,
- organisation commerciale pour conquérir de nouveaux marchés, notamment à l'exportation.

L'efficacité industrielle des abattoirs de l'Ouest a ainsi rattrapé ou dépassé celle de la plupart des concurrents européens. Ce développement a été largement autofinancé, sans recours à des capitaux extérieurs et sans handicaper la rentabilité des producteurs. Les concours publics ont cependant été sollicités.

### **La production : en croissance, au coeur de la filière**

A partir de 1986, toutes les vagues de restructuration et de modernisation portent leurs fruits. En 10 ans, jusqu'en 1996, la croissance de la production porcine française sera explosive, près de 50%, contre une quasi-stagnation dans la décennie précédente.

Après la consolidation du système de production, lancée à la fin des années 60 par le plan de rationalisation de la production, la filière porcine dans son ensemble a été restructurée et modernisée. Ce fut aussi le cas du secteur de la charcuterie-salaison, grand utilisateur de viande de porc, qui a connu une mutation profonde.

La génétique, l'alimentation animale, les services offerts aux éleveurs, puis, à l'aval de la production, l'abattage, la découpe et l'élaboration ont été transformés. Plus fondamentalement, ces activités s'associent au sein d'un large complexe en amont du marché des pièces, et parfois au-delà jusqu'à l'élaboration ou la transformation. Les groupements de producteurs y jouent un rôle décisif. Ils se restructurent d'ailleurs profondément à partir de la fin des années 80, par des absorptions et des fusions qui accroissent leur taille et leurs moyens d'action. En 1996, on n'en compte plus que 112, soit la moitié du maximum atteint vingt ans plus tôt, qui commercialisent 90 % de la production nationale. Les stratégies et les formes d'organisation varient, véritables filières intégrées ou associations fonctionnant selon des liens moins stricts. Mais l'organisation bretonne tend de plus en plus, dans sa logique d'ensemble, vers ce modèle intégré (Lacabérats et al., 1988, Broussolle et al, 1992, Lacabérats et Rieu, 1995, Brousset, 1997). Dans la plupart des autres régions, à un moindre degré de spécialisation, une logique équivalente s'est mise en oeuvre. Quelques filières cohérentes se construisent.

La dynamique bretonne finit par gagner les régions voisines. Au cours de la dernière décennie, la production de la Basse-Normandie et des Pays-de-la-Loire a été multipliée par deux, quand la croissance de la Bretagne était de 75 %. Le mode breton d'organisation et son efficacité ont fait tache d'huile. Plus directement aussi, des entreprises bretonnes (groupements, fabricants d'aliment, abattoirs, ...) ont étendu leur influen-



ce. D'autres zones finissent par prendre une orientation positive, au moins à partir du début des années 90.

### Des freins dans d'autres pays de l'UE

Les efforts de construction et de modernisation peuvent enfin porter des fruits, alors qu'un certain nombre de circonstances favorables se succèdent :

- à partir de 1987, aux Pays-Bas, des règles contraignantes de protection de l'environnement bloquent la production,
- au Danemark, une crise de l'organisation politico-économique de la filière et des erreurs stratégiques dans certains groupes coopératifs, ralentissent la croissance dans la deuxième moitié des années 80,
- en Belgique, deux accidents sanitaires graves sont intervenus, peste africaine en 1985, peste classique en 1990,
- après l'unification allemande de 1990, la production des nouveaux *Länder* s'effondre. Le déficit allemand se creuse. La demande se porte sur les autres bassins de la Communauté,
- en 1992, une nouvelle maladie, le SDRP, frappe l'Allemagne et surtout les Pays-Bas, réduisant sensiblement leur production,
- en 1993 et 1994, la peste frappe à nouveau, surtout en Allemagne,
- en 1997, elle désorganisera profondément la production néerlandaise et touchera plusieurs pays.

### La production française devient excédentaire

Pendant ce temps, le passage brutal à l'économie de marché provoque la baisse de la produc-

tion porcine en Europe centrale et orientale. Un nouveau marché s'ouvre à l'Est permettant d'accroître les exportations communautaires. Longtemps très proche de l'équilibre, le bilan d'approvisionnement de la CEE/UE devient excédentaire de 5 à 6 % de la production. Ni les accords du GATT (Uruguay Round) entrés en application en juillet 1995, ni la réorganisation profonde de la production porcine américaine, engagée à la fin des années 80, ne sont jusqu'alors des freins assez puissants.

La production porcine française a été épargnée par les divers fléaux qui ont frappé certains de ses partenaires. Ses orientations de production (naissance-engraissement) et sa discipline collective se sont révélées efficaces contre certaines maladies, en particulier la peste de 1997. Avec la force de l'organisation française et les faiblesses de ses partenaires, le déficit va se combler progressivement à partir de 1986. Un léger excédent apparaît en 1995 et s'accroît en 1996, puis en 1997.

Les entreprises françaises ont su développer des exportations sur certains marchés européens, l'Italie surtout, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Belgique, l'Espagne, la Grèce. De plus, près du quart des exportations françaises sort de l'Union européenne, vers les pays tiers, et surtout la Russie. La France réussit une percée au Japon. Elle reste cependant modeste.

### Conclusion

La production porcine française a changé de statut au cours des trente dernières années. Considérée comme faible et d'abord comme un marché d'exportation

par ses concurrents, elle est devenue un acteur majeur en Europe, et vue comme telle.

Ce développement est à mettre d'abord à l'actif de la Bretagne. Cette région n'avait peut-être pas d'avantages naturels déterminants, sauf, au lendemain de la guerre, l'absence d'autres choix, en agriculture, que l'intensification des productions animales. Quoi qu'il en soit, la volonté des hommes a été forte et déterminante. Les autres régions, elles, avaient d'autres possibilités et souvent n'ont pas fait du porc une priorité.

Plus qu'une production, la Bretagne a construit une filière forte et cohérente. Beaucoup d'autres régions n'ont pas su le faire ou s'y sont prises trop tard. Avec sa filière porcine, ses filières animales, la Bretagne a produit des richesses et créé des emplois.

Ce modèle de développement rencontre-t-il aujourd'hui ses limites ? La concentration géographique de la production, longtemps atout économique déterminant, devient-elle un obstacle insurmontable ? Le débat est posé. Produire sans polluer et sans nuire appelle d'une part des réponses techniques, avec des investissements et des coûts. Mais les réponses sont aussi de l'ordre des choix politiques et sociaux, en Bretagne et dans le pays.

Le développement ne sera sans doute pas tout à fait le même à l'avenir. La protection de l'environnement influencera l'organisation des élevages. Mais la croissance des entreprises changera-t-elle la logique du secteur ? Les managers se substitueront-ils aux éleveurs ? Si la taille des élevages



s'est constamment accrue durant la phase de modernisation, la part des structures à logique capitaliste reste encore très minoritaire dans la production nationale.

La bonne rentabilité de la production porcine depuis la fin des années 80 a donné aux éleveurs français installés et travaillant bien les moyens d'un développement rapide. Par l'exceptionnelle tenue du marché, ces dernières années, les différents types d'entreprises ont été moins exposés aux situations de crise. Certaines évolutions ne sont donc pas extrapolables. L'exploitation agricole familiale, par ses capacités

de résistance et d'adaptation; gardera sans doute encore une grande place en production porcine dans l'avenir.

D'autres défis se présentent à la production et à la filière. Elles devront étudier et comprendre toujours mieux les attentes du marché. Face à la consommation intérieure, hésitante, et au marché mondial qui risque de devenir plus concurrentiel, les acquis ne sont pas irréversibles. Diversité des produits, promotion de l'image, renforcement des entreprises, organisation commerciale, actions collectives de communication et de développement de

produits ou des marchés constituent quelques axes stratégiques qui méritent attention.

Les citoyens, la société font aussi entendre leurs exigences : produire propre, produire sûr, respecter le bien-être des animaux. Certaines réponses se dessinent déjà. Les éleveurs pourraient aussi avoir leurs exigences. Sans doute les futures générations, exploitants ou salariés, ne s'intéresseront-elles à ce métier que s'il leur offre les mêmes conditions de travail et de vie que d'autres à responsabilités, compétences et engagements équivalents.

## Bibliographie

- BAROMÈTRE PORC, mars 1978. Les MCM, numéro spécial, ITP, Toulouse
- BONSACQUET C., 1985. Journées de la Recherche Porcine en France, 17, 13-26.
- BROUSSET S., 1997. Organisation de la production porcine en Bretagne et Pays-de-Loire, Analyses et perspectives, mémoire d'ingénieur, ESA Purpan, Toulouse
- BROUSSOLLE C, FERREIRA V., GOUIN S., MUNIER M., RIEU M., RUFFIO Ph., VAN FERNEIJ J.P., 1992. L'aval de la filière porcine bretonne, Observatoire Économique des IAA de Bretagne, Chambre régionale d'Agriculture de Bretagne, Rennes, 250 p. et annexes.
- DAGORN J., BADOUARD Brigitte, LEGAULT C., 1992. Performance control of pig farms in France : From technical support to national data banks. Satellite Symposium FEZ Madrid 1992, 7.
- DIRY J.P., 1985. L'industrialisation de l'élevage en France, Ophrys, Paris, 680 p.
- LACABERATS R., VIGNE A., PORIN F., 1988. Dynamique et structuration des secteurs de la production et de la transformation du porc au regard de la mise en place d'un marché à terme en France, AND, Paris.
- LACABERATS R., RIEU M., 1995. Bulletin de l'Observatoire des IAA de Bretagne, Chambre régionale d'Agriculture de Bretagne, Rennes, 28-34.
- LE ROY P., 1979. Perspectives pour un nouveau Plan Porc (1980-1985). Rapport au Ministre de l'Agriculture.
- MAINSANT P. et VIGNE A., 1984. La formation du prix du porc, INRA et ITP, Paris, 190 p.
- RIEU M., 1997. Porc Magazine n°298, 71-74.
- STERKERS M., TEFFENE O., SALAÜN Y., 1993. Évolution structurelle et devenir des exploitations avec porcs et des élevages de porcs. SFER 9 et 10 novembre 1993.
- VANDERHAEGEN J. et TEFFENE O., 1986. In «Le porc et son élevage». Maloine éd., Paris, 3-19.
- VIGNE A. et VANDERHAEGEN J., 1979. Journée de la Recherche Porcine en France, 11, 203-237
- ZERT P., 1975. 30 ans de production porcine, Bulletin ITP n° 3/75, 17-28.
- ZERT P., 1987. La production porcine (1962-1986), C.R. Acad. Agric. Fr., 1987, 73, n° 9, 45-64.